

LE CODE DE WILAYA EN DÉBAT À L'APN

# La primauté de l'autorité désignée sur celle élue reconduite

*Le projet du code de la wilaya, en stand-by depuis une bonne décennie, est, depuis hier, entre les mains des membres de la Chambre basse du Parlement pour examen avant adoption tout prochainement.*

**M. Kebci - Alger (Le Soir) -**  
Un projet de loi qui a donné, une fois de plus, aux élus l'occasion de se faire valoir et de se faire entendre, les élections législatives étant très proches.  
Mais il ne faut surtout pas croire en un ultime sursaut d'orgueil

des députés tant ces derniers nous ont habitués à bien de similaires sautes d'humeur avant de retrouver rapidement leur «rôle» lors de l'opération de vote pour adopter à l'unanimité et en communion la panoplie de textes proposés presque dans les versions

proposées par le gouvernement.  
Pour les débats d'hier, ils se sont focalisés essentiellement sur deux de la trentaine d'amendements émis par la commission des affaires juridiques et administratives de l'APN.  
D'abord l'article 66 sur le retrait de confiance au P/APW qui a été tout simplement supprimé pour se mettre au même niveau que l'article similaire du code de la commune qui ne pré-

voit plus de retrait de confiance au maire.  
Une suppression qui n'a pas été du goût du PT qui a proposé le maintien de l'article en question avec possibilité donnée aux administrés d'une wilaya de se prononcer par pétition, comme l'a suggéré Ramdhane Taâzibt, chef du groupe parlementaire du parti.  
Ensuite, l'article 55 inhérent aux délibérations de l'APW et dont l'avis exprès de la tutelle a été réduit aux comptes, aux budgets, à l'aliénation, l'acquisition ou l'échange d'immeubles, aux conventions de jumelage, aux dons et legs.  
Une réduction loin de satisfaire certains députés qui veulent davantage de prérogatives aux membres de l'APW. L'élu ANR de Béjaïa a cassé un tabou en évoquant carrément la régionalisation, concept cher au RCD. Un collègue à lui de Bouira ira plus

loin. Dénonçant le maintien de la primauté de l'autorité désignée sur celle élue par le peuple, Ali Brahimi propose carrément la mise sur pied d'un mécanisme qui permette une répartition la plus équitable possible de la rente pétrolière, et ce, au prorata de la population de chaque wilaya et dont le P/APW sera l'ordonnateur et le wali l'exécutant.  
Pour le dissident du RCD, le projet de loi tel que présenté n'apporte rien de nouveau qui réduit, selon lui, l'APW à un simple bureau d'études sans aucune responsabilisation du wali. Une définition des rôles de tout un chacun des commis de l'Etat que fera sienne le député RND Ahmed Guettiche qui donne comme exemple le chef de daïra qui se retrouve avec une panoplie de charges sans contrepartie.

M. K.

M. K.

ACCORD SUR L'ÉNERGIE ENTRE L'ALGÉRIE ET L'UNION EUROPÉENNE

## Signature probable courant 2012

*L'Algérie et l'Union européenne pourraient conclure et signer un accord sur l'énergie au courant de l'année 2012. Cet accord est en cours de finalisation, a indiqué, hier, sur les ondes de la Radio Chaîne III, le ministre des Affaires étrangères, Mourad Medelci.*

**Sofiane Aït Ifli - Alger (Le Soir) -** Le ministre des Affaires étrangères s'est suffi de cette annonce. Du contenu de cet accord en perspective, il n'a cependant rien dévoilé. Mourad Medelci s'est résumé à dire que «l'Algérie est l'un des pourvoyeurs les plus importants, les plus sérieux et les plus sûrs de l'Union européenne en matière d'énergie». Soit. Mais l'accord en question permettra-t-il à la compagnie nationale des hydrocarbures, la Sonatrach, de pénétrer le marché européen de l'énergie, à travers une intervention directe en tant qu'acteur commercial ?  
La question reste posée. La réponse confinerait peut-être dans la nature de la relation politique que l'Algérie et l'Union européenne entendent établir à l'avenir. Sur ce plan, l'Algérie, qui fait avec les ratés de l'accord d'association, ne semble pas rétive à la nouvelle politique de voisinage que propose l'UE.  
«Au plan politique, nous sommes aujourd'hui attentifs à l'opportunité que

nous offre la nouvelle politique de voisinage avec l'espoir que les nouvelles conditions pourraient permettre à l'Algérie d'adhérer à cette politique rénovée», a affirmé Medelci.  
De l'espoir, même si le ministre a dû relever que la question relative à la circulation des personnes de l'Algérie vers l'Europe est traitée avec lenteur. «Le problème avance à un rythme plus long», a-t-il souligné. La même lenteur est observable dans les négociations autour des démantèlements tarifaires préconisés dans l'accord d'association et dont l'Algérie a souhaité revoir le calendrier.  
Le ministre a indiqué que la question fait, depuis une année, l'objet de plusieurs rounds de négociations avec comme objectif de «rétablir quelques droits de douane pendant une période déterminée et faire en sorte que le délai pour la zone de libre-échange, qui était initialement prévu en 2016 ou en 2017, puisse être décalé à 2020». «Nous avançons dans ce sens et nous formulons l'espoir que lors de nos prochaines réunions, ces avancées deviennent encore plus importantes pour aboutir à un accord définitif», a attesté Medelci.  
Au plan bilatéral, le ministre des Affaires étrangères a fait savoir que l'accord algéro-français de 1968 fait l'objet, depuis plus d'une année, d'une procédure d'évaluation au niveau des ministères des Affaires

étrangères des deux pays. Medelci, comme dans une réponse aux autorités françaises qui souhaitent réviser cet accord, a soutenu que l'année en cours sera celle qui devrait permettre de «considérer définitivement l'accord de 1968 comme étant un acquis sur lequel nous

n'avons pas à revenir». Le ministre a noté, par ailleurs, une certaine évolution positive du droit commun français dont bénéficient tous ceux qui ne sont pas algériens et dont devraient pouvoir bénéficier les Algériens à l'avenir.

S. A. I.

MEDELCI À PROPOS DES FRONTIÈRES

ALGÉRO-MAROCAINES :

### «La décision de fermeture n'a jamais été définitive»

Le ministre des Affaires étrangères a affirmé que la fermeture des frontières entre «deux pays frères n'a jamais été considérée comme une décision définitive», précisant que «le rapprochement qui s'opère depuis plusieurs mois avec le Maroc plaide pour une normalisation des relations à terme avec ce pays».  
S'agissant de la Libye, M. Medelci a indiqué que les frontières avec ce pays n'ont pas été fermées, mais plutôt «surveillées pour être mieux sécurisées» en attendant que «les frères libyens se dotent de capacités à même de pouvoir contrôler leurs frontières».  
Au sujet de la situation sécuritaire dans le Sahel, M. Medelci a mis l'accent sur «l'important travail qui est en train de se faire» en matière de coopération dans la lutte antiterroriste entre les pays du champ (Algérie, Mali, Niger, Mauritanie) et les partenaires étrangers. «Nous devons simplement veiller à ce que cette action monte en cadence le plus rapidement possible et ne pas baisser la garde jusqu'à l'éradication totale du terrorisme», a-t-il souligné.  
M. Medelci a, par ailleurs, annoncé la tenue au Maroc, à la fin du mois de février, d'une réunion des ministres des AE de l'UMA.

SURVEILLANCE INTERNATIONALE DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

## Une mission de précurseurs de l'UE prochainement à Alger

*L'Union européenne, sollicitée pour envoyer des observateurs des élections législatives prochaines, chargera une mission de précurseurs de venir tâter l'état de la préparation de ce rendez-vous électoral. Cette mission est attendue à Alger prochainement, a confirmé, hier, Mourad Medelci.*

«Une mission de précurseurs va venir en Algérie pour se rendre compte de l'état de préparation institutionnel et organisationnel du prochain scrutin», a indiqué le ministre des Affaires étrangères, précisant, au passage, qu'un mémorandum d'entente consi-

gnant les conditions dans lesquelles évolueront les missions d'observation sera passé avec l'Union européenne.  
«Nous avons donné un préavis de quatre mois à l'UE et nous devons avoir son accord de principe et c'est à partir de là que

nous allons, probablement au courant de ce mois ou plus tard au début du mois prochain, commencer le processus qui va nous conduire à la signature d'un mémorandum d'entente préalable à l'observation.»  
Medelci a expliqué que c'est la même démarche qui sera observée avec le reste des institutions internationales invitées à superviser les prochaines législatives, en l'occurrence l'ONU, l'UA et l'OCI.  
Medelci a, en outre, révélé que «certains observateurs étrangers,

à l'instar de l'UE et de la Ligue arabe, ont précisé les systèmes dans lesquels ils doivent fonctionner».  
Des systèmes mieux organisés et plus fins. Interrogé sur les craintes de fraudes exprimées par nombre d'acteurs politiques, Mourad Medelci a rétorqué qu'il «y a toujours une crainte de fraude et cette crainte, il ne faut pas la sous-estimer, ni la surestimer, il faut simplement la gérer».  
Qu'en est-il de la montée de l'islamisme politique dans les

pays arabes ? Medelci a estimé que le phénomène n'est pas nouveau.  
«Nous sommes aujourd'hui dans un système politique ouvert qui exclut l'utilisation de l'islam comme fonds de commerce électoral, mais qui n'exclut pas que beaucoup de partis de tendance plus proche de ce qu'on peut appeler un parti islamiste sont agréés par le gouvernement algérien et sont actifs au niveau du Parlement.»

S. A. I.